



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

Arrêté n° 2465/2026/49

**actant le changement d'exploitant au profit du syndicat Mixte Bil ta Garbi
de la décharge de Bacheforès
située sur la commune de Bayonne**

**Le Préfet des Pyrénées Atlantiques
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le Code de l'environnement, son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 516-1, L. 516-2, R. 181-45, R. 181-47 et R. 516-1,
- Vu** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 73/EC/346 du 29 novembre 1973 autorisation l'exploitation d'une décharge d'ordures ménagères prescrivant les mesures de réhabilitation de l'ancienne décharge de Bacheforès,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 03/IC/623 du 15 décembre 2003 prescrivant les mesures de réhabilitation de l'ancienne décharge de Bacheforès,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2465/13/36 du 8 août 2013 autorisant la modification du traitement du biogaz de l'ancienne décharge de Bacheforès,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2465/16/35 du 19 juillet 2016 fixant les prescriptions concernant la réhabilitation et le suivi post-exploitation,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 64-2026-02-23-00006 du 23 février 2026 donnant délégation de signature à Monsieur Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** la demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée le 1^{er} octobre 2021 par le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi,
- Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel en date du 2 mars 2026,
- Vu** les observations formulées par l'exploitant en date du 3 mars 2026,
- Considérant** que le changement d'exploitant d'une installation de stockage de déchets non dangereux est soumis à autorisation préfectorale,

Considérant que les documents présentés par le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi établissent qu'il dispose des capacités techniques et financières nécessaires pour assurer le suivi post-exploitation de l'ancienne décharge de Bacheforès située sur la commune de Bayonne dans le respect de la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1,

Considérant que la demande de changement d'exploitant présentée par le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi est conforme aux dispositions de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement et recevable,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRÊTE

Article premier : Changement d'exploitant

Le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi, dont le siège social est situé 7 rue Joseph Latxague - BP 28555 - 64185 BAYONNE Cedex, est autorisé à reprendre le suivi post-exploitation de la décharge Bacheforès, située sur la commune de Bayonne et précédemment exploitée par la Communauté d'Agglomération Côte Basque-Adour.

Le nouvel exploitant doit se conformer aux prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral n° 2465/16/35 du 19 juillet 2016 susvisé.

Article 2 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Bayonne et peut y être consultée par les personnes intéressées,
- 2° un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Bayonne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Bayonne,
- 3° le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant,
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques qui ont délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 : Délai et voie de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente le tribunal administratif de Pau :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques.
- 2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le sous-préfet de Bayonne, le maire de Bayonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Syndicat Mixte Bil Ta Garbi.

Pau, le **30 MARS 2026**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,

Samuel GESRET

